



entre la compassion et la résignation. Condisciple de Hollande à l'ENA, devenue députée chevènementiste de l'Aisne, Marie-Françoise Bechtel sait que ses administrés ont pensé: «Un truc de plus ou de moins...» Comme dans le Sud-Ouest cher à Henri Emmanuelli. «Cahuzac a menti aux élus, mais la moitié des Français pensent que les politiques mentent. Quel scoop! réagit, placide, le député PS des Landes. Un vieux monsieur m'a dit, avec l'accent: "Oh, vous savez, ça ne s'arrêtera jamais. L'argent, ce n'est pas demain qu'on le domestiquera".»

La France entre colère et abattement. «Heureusement, à Marseille, on n'est pas toujours en France! tonne le député socialiste Patrick Mennucci. Ici, on est habitués avec les affaires Guérini. L'autre jour, une radio est venue interviewer des Marseillais sur Cahuzac; le journaliste avait l'air déçu...» Une indifférence que l'on retrouve en grande banlieue parisienne. «L'image qu'en retire la population est moins importante que celle que veut bien en donner la presse», confie Malek Boutih, député de l'Essonne. A l'instar de Luc Carvounas, sénateur-maire PS d'Alfortville (Val-de-Marne): «Sur le marché, personne ne me parlait de Cahuzac. Le seul message qu'on entend, c'est en substance: "Démerdez-vous pour que ça n'arrive plus et trouvez les outils pour sortir de la crise!"»

C'est là une injonction adressée aux socialistes sur tout le territoire. Prière de faire remonter le message en haut lieu. «Remettez-vous au boulot! La moralisation de la vie politique, c'est bien, mais ce qui nous manque, c'est du travail», a entendu le député Philippe Martin, dans le Gers. Les oreilles de la porte-parole du parti et sénatrice des Pyrénées-Atlantiques, Frédérique Espagnac, ont également sifflé: «Les emplois d'avenir, c'est quoi? Pourquoi n'avons-nous pas été au bout de la séparation des banques?» Enfin un signe positif, philosophe Annick Lepetit, députée de Paris: «Tant que les citoyens nous parlent, même pour nous engueuler, c'est qu'il y a encore quelque chose. Le jour où il n'y aura plus aucun échange, là il faudra vraiment s'inquiéter.»

JULIEN MARTIN

IL VEUT REPREDRE LA BASTILLE

Mélenchon: demain, la révolution

Le tribun du Front de Gauche est persuadé que la rupture est imminente. Les communistes, eux, ne sont pas convaincus



C'est presque «jubilaire». Comme souvent, Jean-Luc Mélenchon livre sa vérité sur son blog. Et il ne s'en cache pas, l'affaire Cahuzac, pour lui, a quelque chose de satisfaisant. D'abord, parce que l'auteur de «Qu'ils s'en aillent tous!», publié en 2010, y voit la validation de son discours radical contre l'oligarchie. Ensuite – il n'est pas pour rien un révolutionnaire! – parce que le Grand Soir lui semble plus proche que jamais. L'ancien trotskiste fait tout son possible pour accélérer la fin du vieux monde: il appelle à une nouvelle grande marche pour la VI^e République à Paris, le 5 mai. Histoire de fêter à sa façon l'anniversaire de la victoire de François Hollande et... de l'ouverture des Etats généraux de 1789. Objectif: rééditer le coup de la Bastille pendant la présidentielle, où Mélenchon avait marqué les esprits.

Dans cette séquence, le tribun du Front de Gauche est tout autant habité par la tactique que par la foi. Il entend d'abord récupérer l'indignation populaire, disputer ce terrain au FN. Pour cela il faut parler fort et s'imposer comme le héros de l'antisystème. En Italie, l'ancien sénateur socialiste a vu les bénéfices de ce positionnement et l'efficacité de la fonction tribunitienne dans le succès électoral de Beppe Grillo. Mélenchon n'a rien d'un comique mais il surfe sur cette rhétorique: il dénonce «la pourriture» du système et appelle au grand «coup de balai». Il s'inspire aussi de ce qu'il a vu chez Hugo Chávez. Son parti défend ainsi une mesure choc pour la VI^e République: la possibilité d'organiser des référendums à l'initiative des citoyens pour révoquer tel ou tel élu comme cela est prévu par la Constitution au Venezuela. Du balai, on

vous dit! Un ex de sa campagne présidentielle reconnaît: «Sur la forme, c'est Le Pen père: dès que je suis dans le système, je sors un truc qui choque tout le monde.» Au Parti de Gauche, on répond que le vocabulaire maison deviendrait presque modéré au vu de la situation.

Mais l'escalade relève aussi d'une conviction profonde. «C'est un discours messianique: il est persuadé que la révolution arrive, détaille un proche. C'est ça la grande différence avec les communistes: eux ne pensent pas que ça va péter alors que lui est prêt à enjamber les cadavres dans la cour de l'Élysée une fois qu'il aura tué les fascistes.» Au panthéon de Mélenchon, les révolutionnaires de 1789 ou d'Amérique du Sud ont définitivement la plus belle place. Alors peu lui importe si les communistes grincent des dents, marquent leur distance avec son discours ou le nuancent. Vu de chez Mélenchon, ils ont un coup de retard et sont toujours obligés de suivre, poussés par leur base et leur choix d'alliance. Pour sa marche du 5 mai, le Front de Gauche a reçu le soutien venu pour la première fois de l'extérieur de sa mouvance: celui d'Eva Joly, la championne de l'anticorruption. Un peu en marge dans son parti et désireuse d'incarner l'aile gauche d'EELV, l'ex-candidate à la présidentielle participera à la manifestation malgré la désapprobation de ses camarades, fâchés de la voir aller défilier au côté d'un «populiste». Mélenchon, lui, prépare désormais à plein temps ce rendez-vous dans la rue, quelques jours après le traditionnel défilé du FN du 1^{er}-Mai. L'un de ses proches, Alexis Corbière, prévient: si cette marche est un succès, il y en aura d'autres. «On occupera les places, ce sera l'effet domino.»

MAËL THIERRY

Retrouvez
**SYLVAIN
COURAGE**
à 21h45
et 22h45 dans
INFO 360
sur

BFM TV
NEWS 24/7

NOUVEAU

En amoureux, en famille, ou seul,
WE le nouveau magazine week-end du Nouvel Observateur

Le nouvel Observateur

OFFRES LECTEURS
DES PRIX EXCLUSIFS
POUR DES SÉJOURS
NEIGE DE PRINTEMPS

Le temps d'un week-end HORS-SÉRIE

Amsterdam
TOUT NOUVEAUX SPOTS

Tanger
PAR CEUX QUI Y VIVENT

Bordeaux
SORT DE SON SOMMEIL

Rome
les adresses les plus secrètes

+26 WEEK-ENDS
HORS DES SENTIERS BATTUS...

avec **Europe 1**

© Carina Maripio per ECUMONDIALE - IT - 1949071912

UN EX-ASSOCIÉ DE LA BANQUE A LEVÉ DE L'ARGENT POUR SARKOZY

La maison Reyl, proche de l'UMP

Une photo prise à Genève le 23 mars 2007 éclaire sous un jour inédit la banque suisse de Jérôme Cahuzac. A la croisée des réseaux de droite et de la haute finance

Ce 23 mars, Eric Woerth et Patrick Devedjian, en pleine campagne présidentielle, sont venus à Genève lever de l'argent pour Nicolas Sarkozy auprès des quelque 100 000 électeurs français résidant en Suisse. Ils courtisent votes et capitaux, lors d'une réunion à l'hôtel Crownne Plaza et une fin de soirée très select à la Caviar House, selon l'enquête d'Yves Steiner dans « l'Hebdo ». Entre les deux « Sarkozy boys » pose ce jour-là un certain Pierre Condamine-Gerbier, alors président de l'UMP en Suisse, mais aussi – ce qui était passé inaperçu à l'époque – associé de Reyl & Cie.

Peu connu à Paris, Condamine-Gerbier, un ex-HEC natif de Saint-Etienne aujourd'hui âgé de 42 ans, est alors le pilier de la structure suisse de l'UMP. Enthousiasmé par le programme probusiness du candidat, il a « ressuscité » une délégation moribonde, qui ne compte que 23 adhérents quand il prend les commandes. Ce militant convaincu arrive un an plus tard à en recruter 500, plus 500 sympathisants. Ce qui en fait, explique-t-il, la « plus grande délégation UMP à l'étranger ». Au total, il estime entre 500 000 et 1 million de francs les dons récoltés par l'UMP suisse pour cette présidentielle...

D'où sa colère quand, une fois au pouvoir, Nicolas Sarkozy et son ministre du Budget, Eric Woerth, se lancent dans une stigmatisation des exilés fiscaux, qui connaîtra son apogée avec la « liste HSBC ». Les chèques de ces « mauvais patriotes », pourtant, n'avaient pas d'odeur ! Désertant l'UMP à la fin de 2008 pour rejoindre l'éphémère Alternative libérale, Pierre Condamine-Gerbier accuse alors Eric Woerth de « cracher dans la soupe dans laquelle il a été ravi de tremper ses lèvres ! ». Après tout, sa femme, Florence – qui accompagnait justement



« Eric » ce 23 mars dans le Falcon 10 mis à leur disposition par une grosse fortune française de Genève –, ne fréquentait-elle pas souvent le family office suisse de son employeur d'alors... Liliane Bettencourt ? Les family offices, justement, c'est la spécialité de Pierre Condamine-Gerbier. « Il s'agit de secrétariats étendus, spécialisés dans les services personnalisés aux grandes fortunes », explique-t-il. Typiquement, les patrimoines qui pèsent moins de 100 millions d'euros s'adressent à des multi-family offices, qui ont plusieurs clients. Au-delà, cela vaut le coup de monter sa propre structure, comme l'ont fait aux Etats-Unis Michael Jordan, Oprah Winfrey, Bill Gates ou Donald Trump. Leurs employés se chargent de superviser l'« ingénierie patrimoniale » (gestion, fiscalité), mais aussi de résoudre tous les tracas qui vont avec l'argent.

Comment gérer actifs immobiliers, objets d'art, jets et yachts, œuvres philanthropiques ? Comment organiser sa sécurité ? Où mettre les enfants à l'école ? Ces questions n'ont plus de secret pour Pierre Condamine-Gerbier, qui les pratique depuis près de vingt ans. François Reyl, rencontré à Londres, lui propose, en 2006, de venir à Genève lancer le Reyl Private

Office. Depuis 2010, il exerce le même type d'activité, en indépendant. Reyl & Cie a notamment aidé Paul Dubrule à déménager en Suisse : « J'ai utilisé leurs services deux ou trois ans, au moment où je suis venu m'installer. J'ai encore un petit compte, avec quelques avoirs chez eux », nous confirme le cofondateur d'Accor et ancien sénateur UMP de Seine-et-Marne, satisfait.

Car dans l'establishment franco-genevois, la maison Reyl a bonne réputation. « Ce sont des gens assez formels, très famille », témoigne une de leurs relations. Le père, Dominique, 75 ans, un ex-HEC passé par Harvard, est venu s'établir à Genève au début des années 1970. Son demi-frère n'est autre qu'Hervé Dreyfus, le gestionnaire de fortune qui dialogue avec Cahuzac, sur la bande par laquelle le scandale est arrivé... Un bon rabatteur de clients français. Mais c'est son fils – 47 ans, gueule de jeune premier et discours policé – qui a considérablement développé l'affaire. François Reyl a toujours su ce qu'il voulait : approché par un chasseur de têtes quand il était banquier d'affaires à Londres, il décline une offre : « Il m'a dit qu'il voulait reprendre la structure familiale », raconte ce professionnel.

En 2002, François intègre Reyl & Cie, dont il devient directeur général en 2008. Le décollage est spectaculaire : outre le Private Office, il crée une gamme de fonds de placement pour les institutionnels, ouvre un bureau à Paris, qui gère plus de 300 millions d'euros avec une douzaine de personnes. Reyl Paris vient de recruter Virginie Robert, une ex de Lazard et de Raymond James Asset Management, où travaille actuellement... Hervé Dreyfus. Viennent ensuite des antennes au Luxembourg, à Singapour et à Hongkong. Officiellement pour solliciter l'argent asiatique. En fait, parce qu'il oriente ses

La fameuse photo réunissant Eric Woerth, Pierre Condamine-Gerbier et Patrick Devedjian



PIERRE CONDAMINE-GERBIER
Il commence sa carrière auprès d'actionnaires franco-suisse d'un groupe de courtage de matières premières, à Londres et Guernsey, puis de l'armateur grec Spiros Latsis. Il crée ensuite le family office du Crédit suisse à Londres, avant de se mettre à son compte avec Mandarin Fortune.



BIO
FRANÇOIS REYL
Etudiant en droit à Genève puis avocat au barreau de New York, il débute en 1989 dans les fusions acquisitions au cabinet d'avocats Jones Day. Entre 1994 et 2002, il est banquier d'affaires au Crédit suisse First Boston de Londres avant de rejoindre Reyl & Cie à Genève.

clients vers des coffres-forts plus discrets. En effet, selon les documents d'« Offshore Leaks » révélés par « le Monde » du 8 avril, Reyl aurait, à partir de 2008, monté une série de sociétés dans des paradis fiscaux exotiques : Seychelles, îles Vierges britanniques, Panama, Costa Rica...

Alors qu'elle n'était jusque-là que société de gestion, Reyl & Cie obtient à la fin de 2010 une licence bancaire en Suisse. En 2011, elle acquiert à Zurich une structure dédiée aux clients américains ; début 2013, elle ouvre à Londres et lorgne sur le Moyen-Orient... Reyl & Cie emploie actuellement plus de 125 personnes et gère quelque 7,3 milliards de francs (8,8 milliards d'euros). Ses avoirs ont été multipliés par sept en six ans : « La croissance a dépassé 60% » sur la seule année 2012, se réjouissait François Reyl dans une récente interview à l'Agefi.

« Reyl & Cie est emblématique des boutiques qui ont profité de la transparence forcée des grandes banques, explique un conseiller fiscal français. Alors qu'à partir de 2008, les UBS,

HSBC et autres Crédit suisse – dans le collimateur des autorités américaines et européennes – faisaient le ménage dans leurs comptes non déclarés, les clients éconduits se sont rabattus sur ces maisons familiales moins regardantes. » Pierre Condamine-Gerbier a-t-il – comme Hervé Dreyfus, que l'on dit ami d'enfance de Cécilia Sarkozy et très introduit à l'UMP – drainé ses amis politiques dans sa banque ? « Non. Mon activité politique n'avait rien à voir avec mon activité professionnelle, qui elle-même était distincte de la banque privée », nous répond-il.

Pour ce conseiller juridique genevois, pourtant, « Reyl est connue pour être l'un des réceptacles de l'argent français offshore... ». Reste à savoir si les juges français souhaitent faire explorer les livres de Reyl & Cie, au-delà du dossier Cahuzac. En tout cas, les mailles du filet se resserrent sur les centaines de boutiques similaires. « Le secret bancaire suisse est mort », tranche l'avocat genevois Philippe Kenel, de Python & Peter. Certes, le gendarme suisse de la finance – la Finma – tolère encore que les grandes banques

ignorent l'identité des ayants droit finaux, s'ils sont clients de sociétés de gestion helvétiques qui ouvrent des comptes groupés opaques. Comme Reyl l'avait fait pour Cahuzac à l'UBS... D'où le « chou blanc » de la demande de renseignement administrative de Bercy.

Mais la dissimulation sera de plus en plus risquée : « Le non-déclaré ancien était toléré ; il le sera de moins en moins », dit un conseiller juridique. Au-delà des échanges d'information qui se sont intensifiés (depuis janvier, les demandes d'entraide administratives peuvent viser non seulement un individu, mais un groupe de personnes), « la Suisse a mis en consultation deux nouvelles lois, qui vont encore plus loin », explique Philippe Kenel. En projet, notamment, l'introduction du délit d'« infraction fiscale qualifiée » et des « obligations de diligence étendue pour les intermédiaires financiers ». Heureusement, pour les financiers suisses, l'argent russe, moyen-oriental ou asiatique n'est pas encore tenu aux mêmes normes !

DOMINIQUE NORA

UN PROJET QUI TOMBE MAL

Amnistie controversée

C'est une proposition de loi de trois articles qui se révèle plus encombrante que de longs discours pour l'UMP. Le 28 mars dernier, le député Dino Cineri (Loire) et une vingtaine d'élus de l'opposition ont proposé une loi d'amnistie pour les fraudeurs du fisc. Le premier article défend l'ouverture d'un guichet pour les repentis de l'évasion fiscale, avec « une taxe forfaitaire de 5% » seulement, sur le montant des capitaux rapatriés. Leur modèle est l'amnistie décrétee, en 2009, par Silvio Berlusconi, qui avait permis de faire revenir une centaine de milliards d'euros dans le pays. Nos députés estiment, eux, que leur projet ferait rentrer « en quelques mois entre 130 et 150 milliards d'euros avec à la clé des recettes fiscales qui pourraient atteindre 8 à 10 milliards d'euros ». Pas de chance, cette proposition de loi a été déposée

juste avant que l'affaire Cahuzac n'explode. L'opposition qui n'a plus de mots assez durs, aujourd'hui, pour dénoncer les dérapages de « la gauche morale » était mieux disposée à l'égard des fraudeurs, il y a une dizaine de jours. Elle offrait même une exonération totale à ceux qui réinvestissaient leurs capitaux dans une société ou créaient une entreprise.

Dans le passé, la France a connu plusieurs lois d'amnistie. La gauche s'y est essayée en 1982 avec Jacques Delors, au taux de 25% : un bide. En revanche, à droite, celle de Chirac en 2006-2008 au taux de 10% avait fait rentrer 16 milliards de capitaux. Prudents, Sarkozy et Woerth, en 2009, n'ont pas décrété d'amnistie, mais encouragé les fraudeurs à passer par une « cellule de dégrèvement ». Un butin modeste : 3500 contribuables l'ont utilisée pour 4 milliards d'euros.



Car pour appâter les grosses fortunes, il faut leur offrir un retour au bercail sans pénalités ou presque.

La proposition de loi de la droite n'avait aucune chance d'être votée : son objectif était d'attaquer la politique fiscale du gouvernement. Dans le maelström de l'affaire Cahuzac, le boulet de canon se retourne contre ses auteurs. L'UMP se garde de faire de la publicité sur ce projet malencontreux... THIERRY PHILIPPON

«Ma loi est bonne, assure le député UMP Dino Cineri, c'est vrai qu'elle tombe mal.»